

1^{er} colloque international RULESCOOP
Réseau euro-latino américain des études en économie sociale et coopératives.
Brest, du 22 au 24 mai 2006.
ICI, Atelier de Recherche Sociologique-UBO.

Les défis du secteur des organisations coopératives & mutualistes.

L'Amérique latine : évolution ou révolution du « crédit social » ?
Une économie du Sud vue à partir de ses finances solidaires.

Par

Pascal Glémain¹.

1^{er} colloque international RULESCOOP

¹ Docteur en économie (Université de Nantes), professeur certifié en sciences économiques et sociales, chercheur associé au LEN EA2164-Université de Nantes. **Chaire économie sociale & solidaire – ESSCA, 1 rue Lakanal. BP 40348. 49003 Angers cedex 01. France.** p.glemain@essca.asso.fr ou pascal.glemain@wanadoo.fr

Réseau euro-latino américain des études en économie sociale et coopératives.

Mardi 23 mai 2006-Atelier n°7 (salle B102)

Les mutations du secteur bancaire coopératif en France et en Amérique Latine : innovation, crédit social et identité coopérative.

L'Amérique latine : évolution ou révolution du « crédit social » ?

Une économie du Sud vue à partir de ses finances solidaires.

Par

Pascal Glémain.

Résumé : Associée au Professeur Yunus et aux banques villageoises (*Grameen Bank*) du Bangladesh, la microfinance connaît depuis une vingtaine d'années maintenant une forte expansion à l'échelle planétaire. Inde, Chine, Afrique, Europe mais aussi les Amériques du Nord et latine sont concernées par ce phénomène. Mais, l'Amérique latine s'impose depuis lors comme la terre de prédilection du développement de cette *autre* finance, en particulier grâce à la *success story* du secteur de la microfinance bolivien, érigé au statut de modèle. Quelles ont été les conditions de ce succès du crédit social en Bolivie ? En quoi consistent les contraintes qui en font aujourd'hui un secteur fragilisé ? Pour répondre à ces deux questions de recherche, nous analyserons d'une part la structuration de ce secteur financier particulier à partir de l'évolution de ses organisations et, d'autre part, les conditions de la révolution du crédit social en usant de la politique de mobilisation de l'épargne solidaire.

Mots clés : microfinance, isomorphisme institutionnel, finances solidaires, Bolivie.

Summary : Come from Professor Yunus and his Grameen Bank, microfinance concerns nowadays all of the World. Indeed, India, China, Bangladesh, Africa, North and South Americas have known this *new* financial phenomena since 1980's. But, South America is becoming the territory of microfinance sector's development towards *another* economic model of solidarity-based finance, through its Bolivian success story. But, which were the conditions of this success story ? What are the constraints which made it a sector in slackness ? To answer those two questions, we firstly study the "social credit" evolution through banking organizations. Then, secondly, we're learning about "social credit" revolution with solidarity-based savings and finance policy.

Key words : microfinance, institutional isomorphism, solidarity-based finance, Bolivia.

Resumen : Asociada al Profesor Yunus y a los bancos campesinos del Bangladesh (*Grameen bank*), la microfinanza conce ahora, desde hace veinte años, una fuerte expansion a escala planetaria. Este fenomeno concierne a India, China, Africa, Europea pero tambien a Americas del Norte y Latina. Pero America Latina se impone como tierra de prodileccion del desarrollo de esta otras finanza en particular gracias a la « *success story* » del sector de la microfinanza boliviana elevada al estatudo de modelo. ¿ Cuales han sido las condiciones del éxito del credito social en Bolivia ? ¿ En que consisten las necesidades tecnicas y los apremios del mercado que debilitan este sector ? Para contestor a estas preguntas de investigacion, vamos a analizar primero la estructure de este sector financiero particular a partir de la evolucion de sus organizaciones, y secundo, las condiciones de la revolucion del credito social mbilizandoo el ahorro solidario.

Polabras importantes : microfinanza, isomorfismo institucional, finanzas solidarias, Bolivia.

L'Amérique latine : évolution ou révolution du « crédit social » ?
Une économie du Sud vue à partir de ses finances solidaires.

Par

Pascal Glémain,

Chaire économie sociale & solidaire-ESSCA.

INTRODUCTION

L'Inde et l'Afrique sont les terrains habituels de l'observation de la microfinance dans le monde depuis les années 1980. Pourtant, le développement de l'industrie de la microfinance y est moins avancé qu'en Amérique Latine. En effet, historiquement avec l'Europe au 15^{ème} siècle, l'Amérique Latine fait figure de pionnière en étant l'une des premières terres d'accueil des crédits pignoratifs (prêts sur gages) à destination des militaires et des fonctionnaires, avant de l'être pour les indigents en milieu rural et ce, dès le 18^{ème} siècle. Par « indigents », nous entendons au sens de Tocqueville (1835, p.631)² : « tous les individus distincts du reste de la population par rapport aux privations et à la dépendance vis-à-vis d'autrui qu'ils subissent ».

L'économie sociale³ s'est alors imposée comme nécessaire à la cohésion sociale en évitant l'exclusion financière (non accès au crédit et à l'épargne), tout en encourageant le développement local. Elle a ainsi offert au monde financier en général, et au système bancaire en particulier, une dimension éthique et sociale, et, incité à faire du crédit social une activité bancaire à vocation sociale, comme le furent les premiers prêts sur gage des Monts-de-Piété alors sous statut privé, coopératif, mutualiste ou public. La Bolivie apparaît comme le terreau du modèle de l'autre finance. Qu'en est-il réellement ?

Le modèle Bolivien de microfinance⁴ constitue-t-il ou pas une véritable *success story* pour la microfinance contemporaine ?

Pour répondre à cette interrogation, notre papier propose non seulement de dévoiler l'évolution contrariée de la microfinance bolivienne dans le cadre du passage de l'informel à l'isomorphisme institutionnel de cet *autre* secteur financier ; mais aussi, de démontrer la nécessaire révolution de la politique de crédit social des organisations en faveur d'une véritable altérité financière solidaire.

² Dans son ouvrage *Mémoire sur le paupérisme*. Cité par S.Paugam (2005, p.20), op.cité en bibliographie.

³ Nous aurions pu ajouter ici économie sociale historique, pour faire écho au débat actuel en Europe entre économie sociale et « nouvelle » économie sociale. Notre propos n'est pas ici d'en faire état. Toutefois, notre thèse s'inscrit dans une perspective d'économie sociale « pure et dure » ou d'économie solidaire soit, d'une économie de l'agir volontaire à vocation sociale (nouvelle sociologie économique).

⁴ Nous rappelons ici que par microfinance nous entendons microcrédit ainsi que microassurance et, mobilisation de l'épargne solidaire. Nous accolons le préfixe micro à crédit et finance, en accord avec nos collègues JM.Servet, I.Guérin, E.Baumann et C.Mayoukou, dans la mesure où la connotation « petit » est inhérente à micro. Or, quels que soient les pays dans lesquels nous avons étudié la microfinance, elle constitue une finance particulière à part entière et, la réduction par trop simplificatrice au montant échangé reste discutable.

1-DE L'INFORMEL A L'ISOMORPHISME INSTITUTIONNEL : L'EVOLUTION CONTRAIRE DE LA MICROFINANCE EN BOLIVIE.

Jusque dans les années 1990, l'exclusion financière (ou le non accès au crédit et à l'épargne) des pays d'Amérique Latine incitait les populations rurales et urbaines à recourir soit au système de crédit pignoratif, soit à une multitude d'acteurs regroupés en trois types d'acteurs : les *Roscas* sorte d'associations douteuses⁵ et rotatives d'épargne et de crédit (Pasanakus en Bolivie, Panados au Pérou, par exemple) ; les fondations pour le développement et la coopération telles que : Fundasol en Uruguay ; les ONG sous licences gouvernementales offrant du microcrédit. Ces dernières, habituellement constituées en archipel comme dans d'autres pays en développement (P.Glémain, 2006), présentent depuis la fin des années 1970 en Amérique Latine une volonté d'institutionnalisation. Comment pouvons-nous expliquer ce mouvement vers une industrie locale de la microfinance ? Quelles ont été les conséquences de cette stratégie d'organisation en secteur de la microfinance ? Nous répondons à ces deux questions en proposant une analyse approfondie du cas Bolivien.

11- De la mise en oeuvre d'une industrie de la microfinance en Bolivie....

Les années 1970-1980 ont fait de la microfinance en milieu rural en Bolivie un véritable outil de développement local avec l'ANED, créé en 1978, puis PRODEM (1987) développée par l'ONG américaine Action Internationale et, FADES (1988) regroupant huit ONG boliviennes. La Bolivie bénéficie alors sur cette période d'un secteur de la microfinance au caractère alternatif (faire ce que le secteur financier standard ne veut plus assumer) et, de solidarité internationale (bénéficiaire des dons à l'échelle internationale en organisant leur redistribution sous forme de microcrédits). Dès lors, le crédit devient rapidement la solution de financement des projets entrepreneuriaux portés par les indigents, exclus bancaires (non accès aux moyens de paiements) et financiers et ce, malgré des taux d'intérêts mensuels compris entre 2 et plus de 4,5%. En qualité d'activité économique à vocation sociale (M.Weber, 1995), ce crédit social constitue déjà un « périmètre de solidarité » (B.Enjolras, 2006) porteur d'intérêt général en liant solidarité, investissement et activités génératrices de revenus. Il s'adresse à la fois aux personnes dont les besoins de financement sont à court terme (microcrédit), aux associations pour qu'elles investissent à moyen terme et, aux institutions elles-mêmes à travers le refinancement des ONG intervenant en milieu rural. L'ensemble des besoins en microfinance se trouve ainsi couvert. A partir des années 1990, outre la fondation de l'Eglise luthérienne Sartawi, le FONDECO va plus loin en autonomisant ses équipes de microcrédit. Or, comme nous l'avons démontré pour la Bénin (Glémain, 2005), la responsabilisation des chargés de crédit locaux est source d'honneur situé du côté de l'offre. Il en résulte une professionnalisation accrue des chargés de crédit, sans qu'il y ait pour autant augmentation des coûts fixes de production en facteur travail, dans la mesure où la dignité retrouvée agit comme une rémunération à monétaire (*slack d'organistion*), parfaitement en adéquation avec les aspirations (*empowerment*)

⁵ de par leur administration et leur gestion.

de ces professionnels du microcrédit, et de la microfinance lorsqu'il y a épargne préalable. La relation courte de crédit entre les instituts de microfinance et les bénéficiaires reprend sens dans un encastrement social (à la Polanyi, 1944), qui accueille les deux acteurs de cette médiation financière solidaire. Nous tenons là l'un des principaux facteurs de succès de la microfinance bolivienne. L'autre relève de l'expansion du rayon d'action de la microfinance par stratégie de niche. L'ANED a soutenu dès le début l'industrialisation agricole du Pays : oléagineux, cannes à sucre, élevage et tabac (G.Birbuet & S.Corhacchia, 1996), en intervenant dans l'Altiplano terre de pauvreté extrême. La *Fundacion para Alternativas de DESarrollo* (FADES) a introduit quant à elle quatre innovations majeures dans les pratiques de la microfinance en Bolivie : le microcrédit en dollar américain (USD), la conversion des prêts en USD en bolivianos, la prise en charge d'un certain nombre de coûts fixes (électricité...) contre contributions mineures, et, un accès aux liquidités que n'offrait pas l'éloignement géographique des populations vis-à-vis des banques localisées en milieu urbain. Ces réussites à la fois économique et sociale ont attiré les banques commerciales et les coopératives de crédit sur un secteur de la microfinance bien structuré et maîtrisant les risques inhérents à cette activité financière particulière. Un isomorphisme institutionnel s'est-il alors développé ? Quelles en ont été les conséquences ?

12- à son appropriation par le système financier standard : une évolution contrariée ?

Comme toute activité bancaire, l'évolution de la microfinance repose sur un cycle de vie allant du statut d'institution d'appui à celui de véritable institution d'intermédiation financière (M.Otero et E.Rhyne, 1994)⁶. Ces auteurs distinguent trois phases de développement pour la microfinance :

- 1) la phase de démonstration : prouver qu'il est possible de prêter aux pauvres ;
- 2) la phase de seconde génération : il est possible de conforter le fonctionnement d'une IMF vers son autonomisation ;
- 3) la phase de développement opérationnel : l'expansion du secteur de la microfinance s'engage.

Dès les années 1990, la microfinance bolivienne s'est retrouvée au stade de la troisième phase, favorisée par un contexte économique et juridique favorable à un terrain opérationnel pour ce secteur financier. Il faut savoir qu'en 1985 la Bolivie libéralise le secteur de la microfinance, tout en la plaçant sous la tutelle d'une Autorité centrale : la *Superintendencia de Bancos Y Entidades Financieras* (SBEF). En 1993, la nouvelle loi bancaire⁷ promulgue une définition extensive des institutions financières de façon à y inclure les organisations sans but lucratif. En 1995, un décret la complète en introduisant dans le paysage de la microfinance : les *Fondos Financieros Privados* (FPP).

⁶ Cité par Marc Labie (1999) dans son ouvrage référencé en bibliographie.

⁷ Pour une synthèse consulté C.Poursat, BIM n°139-13 novembre 2001, « cadre légal et réglementaire, étude de cas Bolivie », 4p.

Ces Fonds Financiers Privés (FFP) sont définis comme « des entités financières non-bancaires, dont l'objectif principal est la mobilisation des ressources au profit des micro et petits entrepreneurs dont les activités sont situées en milieu rural ou urbain ». La Bolivie dispose au début des années 2000 de trois types d'organisations actrices de la microfinance : les banques commerciales dont une spécialisée la BancoSol (82% du portefeuille et 30% des emprunteurs), les FFP (6% du portefeuille et 49% des emprunteurs) et, les coopératives (5% du portefeuille et 15% des emprunteurs) et mutuelles (7% du portefeuille et 6% des emprunteurs) d'épargne et de crédit. On assiste donc à une « microfinance commercialisée » (H.Miller, 2003).

Système de microfinance dual en Bolivie

Institutions formelles

* **banques spécialisées (1)** : BancoSol

Mujer

* **FFP (4)** : Caja los Andes, FIE, EcoFuturo, PRODEM.

* **Coopératives (6)** :

Jesus Nazarero, San Antonio, FinanciaCoop, San Jose de Punata, Quillacollo, Inca Huasi.

Institutions informelles

* **ONG urbaines (5)** :

IDEPRO, Diacona-FMIF, CIDRE, FUNBODEM, Pro-

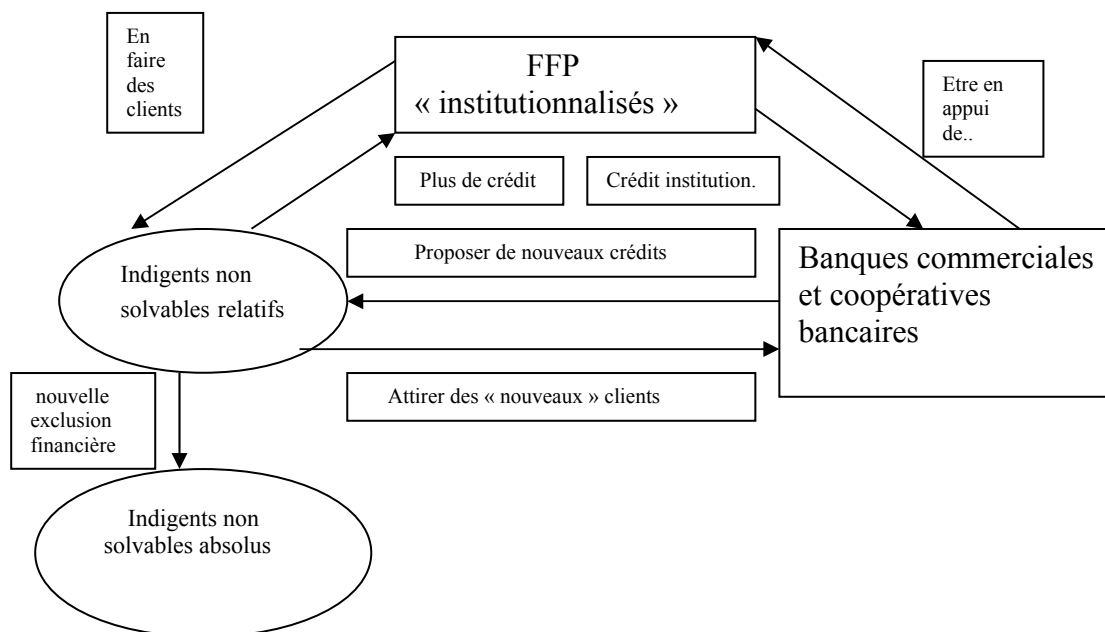
* **ONG Rurales (6)** : ANED, CRECER, FONDECO, FADES, Sartawi, Agro-capital.

* **Coopératives (11)**

Source : d'après Miller (1993).

Le choix de l'industrialisation du secteur bolivien de la microfinance et de la stratégie d'isomorphisme induite soulève plusieurs problèmes. D'une part, la stratégie d'isomorphisme incite les petites structures de microfinance, type ONG à but non lucratif et à action volontaire (solidarité), à rechercher une taille minimale optimale de façon à résister à la pression concurrentielle des banques commerciales et des coopératives de crédit. Il ne leur suffit plus de proposer une autre relation de service financier à la personne, il leur faut disposer de fonds suffisant pour couvrir leurs coûts additionnels en fonctionnement et en commercialisation. Fonctions pour lesquelles, ces ONG en microfinance ne sont pas faites. D'autre part, la question de la viabilité économique de ces organisations les poussent à discriminer entre les bénéficiaires, afin d'en tirer les « bons clients » qui pourront supporter des montants de crédit plus lourds. Cette sélection ne peut se faire qu'aux dépens des bénéficiaires les plus pauvres, mais aussi les plus éloignés dans la mesure où l'éloignement géographique apparaît souvent comme un facteur d'accroissement du risque défaut. De fait, les relations courtes de crédit vont se focaliser sur les indigents les plus solvables et les plus proches. Nous aboutissons au sociogramme suivant :

Figure 1 – sociogramme des relations de « microfinance commercialisée » après industrialisation du secteur : solution problème à l'exclusion financière.



L'isomorphisme institutionnel créé par la « microfinance commercialisée », comme le montre ce sociogramme, ramène la microfinance elle-même à la solution problème qu'elle était initialement censée combattre : l'exclusion financière. Or, cette situation est dramatique pour un pays qui, bien qu'en développement moyen humain (104^{ème} rang mondial en IDH) et à macroéconomie dynamique, devrait connaître une nouvelle forme de fracture sociale avec un exode rural croissant. D'ailleurs, la banque commerciale – BancoSol – doit faire face à un montant moyen de microcrédit de plus en plus élevé. Il se situait à hauteur de 120 USD à la fin des années 1980, pour atteindre aujourd'hui plus de 900 USD. La « nouvelle » clientèle correspond à la classe moyenne ou, du moins, à des indigents non solvables relatifs ; c'est-à-dire des personnes « fragiles » mais qui peuvent supporter un endettement minimum qui permette aux financiers d'afficher une mission sociale tout en conservant une viabilité financière. En outre, la restructuration du secteur concurrentiel de la microfinance accentue l'anonymisation des relations établies entre les chargés de crédit et les bénéficiaires. La perte de l'honneur situé dénature la relation de service financier à la personne, fondatrice des finances solidaires ou des finances de l'agir volontaire à vocation sociale. Le « retour sur place » des ONG spécialisées dans la microfinance supposerait-il la définition et la mise en place d'une véritable altérité financière solidaire ?

2- A L'AUBE D'UNE REVOLUTION DU CREDIT SOCIAL ?

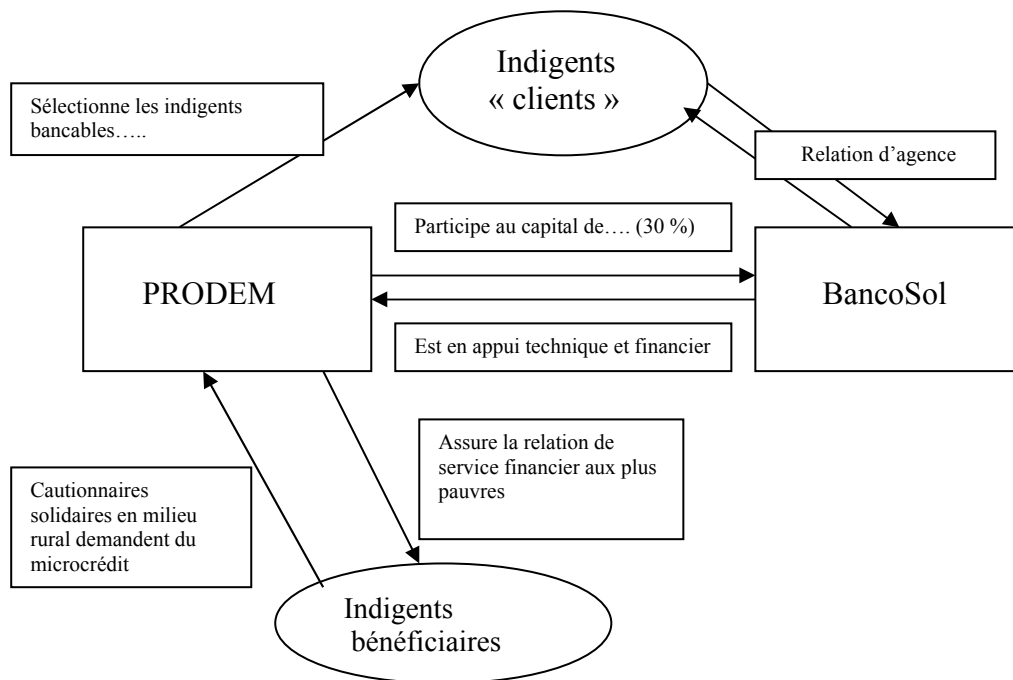
Dans de précédents travaux sur la microfinance au Nord comme au Sud, nous nous sommes déjà interrogés sur l'hypothèse d'un système financier d'altérité, en appui du système financier standard. Si les faits semblent rejoindre notre hypothèse scientifique, il n'en demeure pas moins que les combinaisons ou les oppositions entre les deux secteurs nourrissent les débats et recherches contemporaines. La crise « commerciale » de la microfinance bolivienne appelle à un « retour sur place », *i.e.* à repenser l'offre de services financiers (accès au crédit) et bancaires (accès aux moyens de paiements) à l'ensemble des indigents, population de bénéficiaires pour laquelle les instituts de microfinance-IMF (associations, ONG spécialisées, FPP...) sont formatées. Pour ce faire, la relation courte de crédit doit être réinvestie par les IMF dans le cadre d'une co-production ou d'une coopération avec les systèmes bancaire et financier standard et, repensée dans un contexte de difficultés de financement de ces structures. Comment les IMF peuvent-elles s'appuyer sur les banques commerciales ou coopératives sensibles au côté « aimable » de l'exclusion financière ? Comment doivent-elles repenser l'adéquation entre le crédit et l'épargne ?

21- Vers une co-production du crédit social : une évidence à réinvestir ?

La Bolivie dispose déjà d'un héritage historique de co-production. En effet, la *Fundacion para la PROMocion y DEsarrollo de la Microempresa* (PRODEM) est une ONG fondée à la fois par des hommes d'affaires boliviens et par l'association de solidarité internationale *Accion Internacional*. Son objectif est depuis le milieu des années 1980 de « soutenir et d'améliorer la qualité de vie des microentrepreneurs et des travailleurs indépendants ». Ce sont toutes les précarités (sécurités individuelles (besoins vitaux), familiales (besoins en éducation et soins), et sociétales (disposition en papiers administratifs)) qui sont concernées par ce programme de microcrédit. A ce titre, l'activité sociale de PRODEM ne peut pas être assimilées à un appât au sens de E.Braumann (1999). Mais, c'est surtout le fait que PRODEM possède 30% du capital de la banque commerciale spécialisée BancoSol et, que cette dernière ait absorbé les caisses les plus rentables de PRODEM⁸, qui nous amènent à nous interroger sur cette co-production de crédit social. Nous avons alors affaire au montage suivant de microfinance :

⁸ Elle dispose de 52 agences et BancoSol de 29 (source : C.Campero (2003)) .

Figure 2 – PRODEM et BancoSol, une coproduction organisationnelle de microfinance, face à la situation problème : exclusion financière.



La crise commerciale semble, dans l'absolu, avoir pérenniser la distinction entre les indigents qui sont susceptibles de devenir bancables et, ceux qui sont restés parmi les bénéficiaires « traditionnels » des programmes de microfinance. BancoSol, en qualité de société anonyme de Droit bolivien, trouve son compte à se focaliser exclusivement sur le volet aimable (ou à image positive) de l'exclusion sociale : l'exclusion financière. En effet, elle se trouve en situation de répondre aux attentes des indigents « clients » qui non seulement apportent une caution solidaire (4 à 7 entrepreneurs), mais aussi font état d'une expérience entrepreneuriale d'une année complète. De plus, il leur est imposé un accompagnement qui fait de cette microfinance : des finances solidaires institutionnalisées mêlant financement ET accompagnement. Ce qui les distingue des finances standard qui offrent seulement un financement (relation d'agence ici entre BancoSol et les indigents « clients »). Afin d'atteindre l'efficacité la plus grande, PRODEM peut bénéficier du soutien technique et financier de BancoSol dans le cadre de sa mission de sélection des projets portés par des indigents bancables. En revanche, les indigents « bénéficiaires » se retrouvent dans une exclusion à la fois bancaire (absence de relation directe avec BancoSol) et, financière d'où la prestation de services financiers de « niche » de PRODEM auprès des plus pauvres, caractérisée par un très haut degré de précarité individuelle et familiale. Cette coproduction repose sur un réseau d'établissements qui couvre l'ensemble des besoins exprimés et ce, dans le cadre légal national. De plus, l'aide d'Action Internationale apporte de l'argent facile pour financer cette co-production.

Les coopératives (au nombre de 54) auraient intérêts à se rapprocher des FFP (au nombre de 41) et, surtout, de l'archipel des OMG présentes sur le territoire (au nombre de 140). En effet, si la crise commerciale a réduit de façon drastique le nombre de clients par élimination des indigents les moins sûrs et les plus coûteux (610000 clients en 1999 contre 480000 en 2001) ; il n'en demeure pas moins que ces victimes du nouveau creux bancaire et financier ont des besoins en microfinance. Or, les ONG sont tributaires de leurs bailleurs de fonds et, par conséquent, ne disposent pas de marges financières suffisantes pour élaborer et mettre en place des programmes d'accompagnement financier et familial là où la pauvreté est la plus extrême. Les coopératives de crédit ont l'opportunité de mobiliser des fonds prêtables et, ainsi, les moyens d'opérer en microfinance en appui des ONG que les banques commerciales ne veulent pas considérer. Cette co-production de services microfinanciers aux indigents « bénéficiaires » devrait permettre d'enrayer la progression du niveau des impayés à plus de trente jours désormais supérieure à 10%, alors que celui-ci ne dépassait pas les 5% avant 1999. Faut-il en conclure qu'un retour à l'un des fondamentaux de la relation financière : l'épargne, soit impératif ?

22- La mobilisation de l'épargne solidaire en microfinance⁹ : enjeux et perspectives pour la Bolivie.

« Pourquoi les IMF réglementées en Bolivie ont-elles si peu recours à la mobilisation de l'épargne ? », s'interroge H.Miller (2003). Cet auteur répond à cette question en considérant que mobiliser de l'épargne c'est coûteux et risqué. Par conséquent, il est plus aisé de faire appel aux fonds des bailleurs et à des prêts occasionnels. Mais, cette vision « myope » ne correspond pas à l'horizon de l'économie de projet portée par la microfinance. Plutôt, hypermétrope et donc en décalage avec les pratiques de la finance standard, la microfinance contemporaine suppose de pouvoir disposer sur le moyen et le long termes de fonds suffisant à la fois pour assurer le service d'accompagnement à la personne et, la pérennité de la structure de microfinance. H.Miller (2003) reconnaît quatre avantages à la mobilisation de l'épargne :

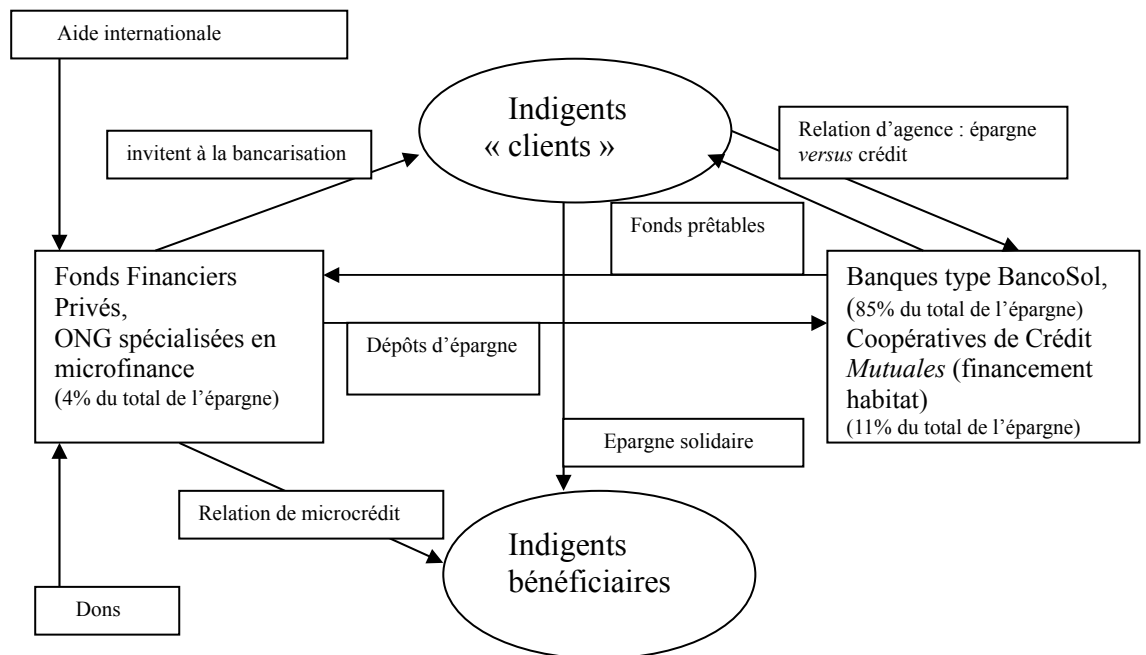
- la collecte de dépôts assure une source de financement pérenne ;
- la fidélisation du « client » favorise une relation de confiance établie ;
- une plus grande rigueur dans la gestion compte tenu de l'accroissement du risque induit ;
- la nécessaire amélioration du service client pour pérenniser la confiance acquise.

Nous y en ajoutons une à la lecture de nos sociogrammes : le maintien dans la relation de microfinance des indigents bancables susceptibles de devenir de façon implicite des épargnants solidaires. En effet, nous avons démontré (Glémoin 2004, 2005) que l'épargne solidaire est d'autant plus facile à mobiliser dans les Pays en Développement que les femmes qui ont entrepris grâce à la microfinance et, qui se sont extraites du statut d'indigentes bénéficiaires pour atteindre celui d'emprunteuses pour expansion d'activités

⁹ Lire à ce sujet K.Barlet, BIM-06 mai 2003, « Mobilisation de l'épargne en Bolivie », 2p.

génératrices de revenus, sont susceptibles d'être accompagnées dans une démarche de mobilisation de l'épargne pour elles-mêmes et pour leur communauté d'appartenance¹⁰. Il faut savoir que la relation sociale à l'argent, pour reprendre le titre de l'ouvrage de V.A.Zelizer (2005), dans le cadre de la relation de service financier telle qu'elle est proposée par la microfinance, en fait un outil de production privilégiée de lien social et de dignité individuelle en particulier pour les femmes, dignité que nous avons conceptualisée sous la vocable d'honneur situé. La contrainte n'est donc pas celle que « ni les IMF ni les associations de microfinance ne disposent d'une image d'institutions solvables et fiables par rapport à la collecte de dépôts », mais plutôt celle de l'autoexclusion implicite de ces structures du fait de la stratégie d'isomorphisme qu'elles ont adoptée en Bolivie. L'épargne n'est pas une inconnue en Bolivie. En effet, BancoSol accueille à elle seule 15% du total des épargnants du pays sur trois types de produits : l'épargne libre (minimum 20 USD), l'épargne semi-bloquée, l'épargne pour des dépôts plus importants (dépôt moyen de 214 USD). Sachant que 7 clients sur 10 sont des femmes, BancoSol dispose d'ores et déjà d'une population captive d'épargnantes (solidaires). Il lui suffit de penser le cycle de relation d'épargne :

Figure 3 – Le schéma de la mobilisation de l'épargne entre acteurs de la microfinance Bolivienne.



¹⁰ Un programme de recherche en microfinance au Bénin, en 2005, nous a amené à découvrir que 3% des femmes encore clientes du programme d'accompagnement familial et de microcrédit étaient en demande de crédits d'investissement et, susceptibles de s'engager dans un processus de mobilisation de l'épargne.

Les coopératives de crédit sont les mieux à même de répondre, en appui aux FFP et ONG spécialisées, à la démocratisation du crédit et de l'accès aux services bancaires (E.Sampaio Silva, M.L.Lins et S.Pires, 2004) et financiers (mobilisation et éducation à l'épargne). Cette coopération entre les coopératives de crédits et FFP (et/ou ONG spécialisées dans le microfinance) devraient ainsi participer au processus de développement local et social durable, en particulier en milieu rural mais également dans les zones urbaines accueillant les personnes en exode rural et en exclusion sociale urbaine. Les banques commerciales retrouveraient ainsi leur mission de financement à l'échelle de l'économie domestique.

CONCLUSION :

L'isomorphisme institutionnel de la microfinance bolivienne vers une « microfinance commerciale » a conduit, en ce début du 21^{ème} siècle, à un retour sur place face à la détérioration de la qualité des portefeuilles et à la nouvelle exclusion financière des « indigents bénéficiaires ». Pour y remédier, la co-production de la microfinance entre les coopératives de crédit et les Fonds Financiers Privés semblent nécessaire pour maintenir la qualité des relations de services financiers à la personne et la pérennité des instituts de microfinance. En outre, une politique de promotion de la mobilisation de l'épargne préalable semble ouvrir la voie non seulement à une forme d'éducation à l'épargne, mais aussi à la prise de conscience de la relation naturelle entre l'épargne et le crédit par dépôts préalables, en particulier pour les populations d'indigents en voie de clientélisation. Nous pouvons alors nous demander si dans les pays en émergence comme la Bolivie, comme pour les pays développés à économie de marché, l'épargne solidaire ne serait pas également au cœur de l'économie de la vie bonne ?

BIBLIOGRAPHIE :

E.Baumann, 1999, « Société civile et microfinance. Réflexions à partir d'exemples africains », in Blanc *et al.* *Exclusion et liens financiers*. Rapport 1999-2000, Economica, pp.291-304.

G.Birbuet et S.Cornacchia, 1996, « Les ONG spécialisées dans le financement rural en Bolivie. L'expérience de l'ANED », *Revue Tiers Monde*, t.XXXVII, n°145, janvier-mars, pp.203-212.

C.Campero, 2002, « Microfinance en Bolivie : évolution du marché », Communication au DAI-FINNET, Port au Prince, avril.

B.Enjolras (2006) *Conventions et institutions. Essai de théorie sociale*. Coll. Logiques sociales, L'Harmattan, Paris, 212p.

P.Glémain, 2004, « L'épargne de proximité au cœur de l'économie de la vie bonne, réalité et perspectives théoriques », *RECMA-Revue internationale d'économie sociale*, n°294, novembre, pp.54-62.

P.Glémain, 2006, « La gestion des risques à partir de la logique de l'honneur « situé » en Afrique : sociologie économique du programme de crédit et d'épargne de l'ONG ID à Cotonou au Bénin. », communication au séminaire *Coûts d'intermédiation financière et gestion des risques des IMF : expériences européennes et du Sud*, CARE EA 2260-Université de Rouen, Association des Universités Francophones (AUF) et AUPELF-UREF, avril 2006, 21p.

C.Gonzalez-Vega, M.Schreiner, R.L.Meyer ; J.Rodriguez et S.Navajas, 1997, « BancoSol : les défis de la croissance des organisations de microcrédit », pp.141-182, in H.Schneider (ed.) *Microfinance pour les pauvres ?* Paris, OCDE.

M.Labie, 1999, *La microfinance en questions*. Coll. Pour les générations futures, Ed.Luc Pire, Bruxelles, 112p.

H.Miller, 2003, « The Paradox of Savings Mobilisation : Why Microfinance Institutions in Bolivia Have Virtually Ignored Savings? », La Paz, Bolivie, étude pour Servicios Financieros Rurales, consulté sur <http://www.microfinancegateway.org> , avril 2006.

M.Otero et E.Rhyne, 1994, *The New World of Microenterprise Finance, Building Healthy Financial Institutions for the Poor*. Kumarian Press, West Hartford.

S.Paugam, 2005, *Les formes élémentaires de la pauvreté*. Coll. Le lien social, PUF, Paris, 266p.

E. Sampaio Silva ; M.L. Lins et S.Pires, 2004, « Descentralização financeira e a ação das cooperativas de crédito : Análise e reflexão sobre o modelo

brasileiro », *Revista UNIRCOOP Americas*, IRECUS Université de Sherbrooke vol.2, n°1, octobre, pp.136-153.

V.A.Zelizer, 2005, *La signification sociale de l'argent*. Coll. Liber, seuil, Paris, 331p.

M.Weber, 1995, *Economie et société/1. Les catégories de la sociologie*. Agora-Pocket , Plon, Paris, 406p.

Sites utiles :

<http://www.microfinance.com>

<http://www.planetrating.org>

<http://micro-credit.fr>

<http://unircoop.org>